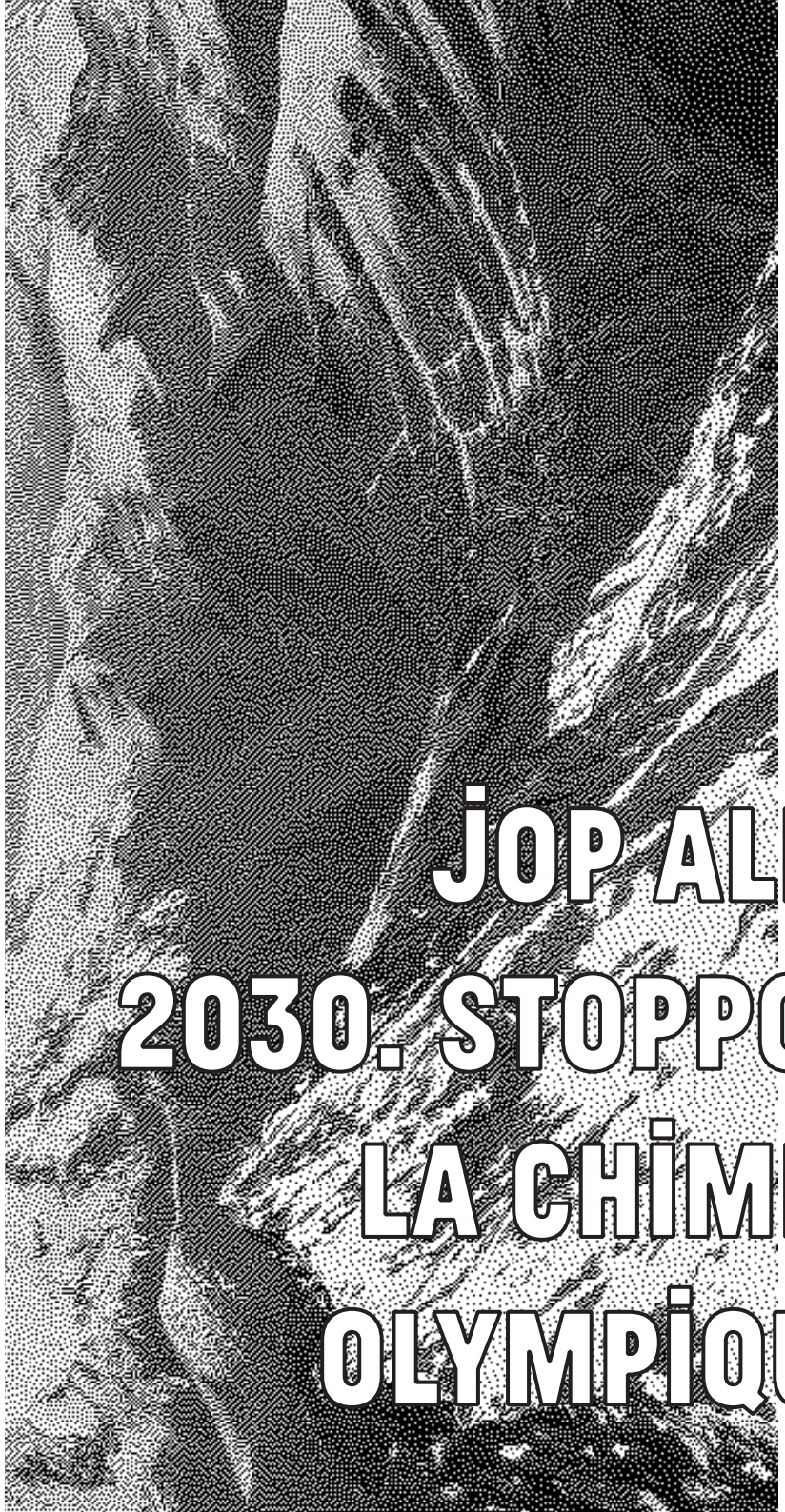


JOP ALPES 2030. STOPPONS LA CHIMÈRE OLYMPIQUE !

INTRODUCTION

La candidature des Alpes pour les Jeux d'hiver 2030 à sans doute été la plus rapide de l'histoire. Le 18 juillet 2023, les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur déclarait leur "candidature" commune et le 29 novembre dernier, le CIO validait celle-ci comme seule interlocutrice.

Pour justifier cette candidature sortie de nulle part, David Lappartient (président du Comité national olympique) a parlé de faire des "des Jeux qui favorisent les transitions dans le monde de la montagne, des Jeux économes et des Jeux populaires", tandis que Laurent Wauquiez en tant que président du conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes annonçait fièrement :

> *On veut faire les premiers JO d'hiver durables. Être les premiers à apporter la démonstration qu'on peut dans nos montagnes porter de grands projets fédérateurs en respectant l'environnement. Pour nous, le critère de réussite, ça sera celui-là.*

Emmanuel Macron soutient ces déclarations insensées en ajoutant "Des Jeux innovants, durables et inclusifs, qui vont faire rayonner la France et sa montagne. Quelle fierté !"

Un refrain qu'au sein de Saccage 2024, nous connaissons bien puisque ce fut presque mot pour mot les arguments promotionnels avancés pour la candidature de Paris 2024. Voici donc une rapide présentation qui explique pourquoi cette candidature est une aberration et illustre parfaitement le concept de *chimère olympique*.

DES JEUX POPULAIRES

C'est l'engagement qu'avait pris Tony Estanguet pour les JOP de Paris, affirmant aujourd'hui encore qu'il s'agira d'une édition "ouvert au plus grand nombre". Or, entre les sans-abris qui sont éloignés de l'île de France, les parisien·nes à qui l'on explique qu'il faudrait mieux qu'ils partent pour désengorger les transports et le prix des places exorbitants (la palme revenant à la cérémonie d'ouverture avec des tickets allant jusqu'à 2700

https://www.outside.fr/le-ski-cest-fini-comment-les-stations-francaises-sentetent-ou-se-reinventent/

https://basta.media/Jeux-olympiques-2018-a-Annecy-la

> *n'est pas compatible avec celui des Jeux Olympiques. Nous croyons à une montagne dont la plus grande richesse est son environnement préservé, vivant toute l'année d'un ensemble d'activités économiques durables, dont l'accueil touristique n'est qu'une composante.*

Non aux JOP ! Ni ici, ni Ailleurs !

Vous pouvez vous mobiliser contre la candidature des JOP Alpes 2030 en rejoignant le collectif Non au JO : https://no-jo.fr/

POUR ALLER PLUS LOIN

https://www.montagnes-magazine.com/actus-les-jeux-olympiques-milan-cortina-2026-critiques-manque-durabilite

https://www.geo.fr/environnement/quand-la-neige-ne-tombe-plus-du-ciel-dilemme-dans-les-alpes-199824

https://reporterre.net/JO-2024-un-bilan-carbone-plus-lourd-que-prevu

euros la place), on sait désormais que la promesse de Jeux populaire ne peut être qu'une chimère.

Par ailleurs, l'intérêt même des Jeux est de plus en plus contesté par les populations[1]. Et dans la dernière décennie, les habitant·es des Alpes n'ont cessé de proclamer leur refus des JOP avec les Non consécutifs des candidatures dans les cantons suisses du Valais en 2018, des Grisons en 2013 et 2017, dans le Tyrol autrichien en 2017, ainsi qu'à Munich en 2013. La candidature d'Annecy en 2018 avait elle aussi suscité de nombreuses oppositions.

En 2014 déjà, la Commission internationale pour la protection des Alpes (CIPRA) affirmait son refus de voir de nouvelles olympiades dans l'arc alpin : "Les Alpes doivent devenir une zone sans Jeux olympiques, aujourd'hui et à l'avenir".

1 Voir notamment Lauermann, J. (2019). The Urban Politics of Mega-Events : Grand Promises Meet Local Resistance. *Environment and Society*, 10(1), 48-62. https://doi.org/10.3167/ares.2019.100104

Affiche du comité anti-JO pour Annecy 2018

On peut se demander par ailleurs, quel soutien la candidature des Alpes 2030 a réellement auprès de la population. En effet, celle-ci fut décidé sans aucune concertation citoyenne et lorsque des médias nous affirment que des habitants sont ravis de cette candidature, ceux-ci n'interview pour montrer la ferveur populaire qu'une conseillère municipale.[2]

Renaud Muselier commanda un sondage pour faire croire à la popularité de la candidature. Commandé à l'Ifop par la région Alpes-Côte d'Azur, il acte à 73 % le soutien populaire aux JOP d'hiver dans les Alpes du Sud. Mais, la question posée aux sondés : "Êtes-vous pour ou contre des JO respectueux de l'environnement ?" est des plus orientée et biaise totalement le sondage.

Enfin, on rappelle que les sports d'hiver en France sont loins d'être une activité populaire et restent au contraire encore une pratique de privilégié. L'observatoire des inégalités[3] précise ainsi que seulement 8 % des Français vont skier et 17 % partent en vacances en hiver au moins un an sur deux.

DES JEUX ÉCONOMES

La candidature des Alpes 2030 a été budgétisé à 1,5 milliard d'euros. Un chiffre complètement illusoire, qui ne pourra jamais être respecté. Car le budget initial est une autre Chimère Olympique, que l'on nous ressort à chaque édition. Comme l'a affirmé Dick Pound, ancien vice-président du CIO "Les meilleurs livres de fiction sont les dossiers des villes candidates aux JO".[4] Des Jeux économes n'existent pas. Aucune édition des JOP depuis 40 ans n'a respecté son budget initial. Voici quelques chiffres sur les dernières éditions des Jeux d'hiver :

À Sotchi en 2014, le budget initial était de 9 milliards de dollars, le budget final avoisinerait les 50 milliards selon les estimations.

2 https://www.francetvinfo.fr/les-jeux-olympiques/jo-d-hiver-2030-les-alpes-francaises-seules-en-piste_6215235.html

3 https://www.inegalites.fr/Les-sports-d-hiver-une-pratique-de-privilegies

4 https://www.watson.ch/fr/sport/jeux%20olympiques/598982763-jeux-olympique-2026-la-facture-depasse-deja-les-deux-milliards

économe, ni populaire, mais on continue à croire à se discours et à se faire berner par la Chimère Olympique.

Pour conclure, nous recopions un rapport que Mountain Wilderness avait écrit en 2009 qui nous semble toujours aussi pertinent :

> *Selon la ville choisie, les Jeux Olympiques pourront nécessiter :*
>
> *- pour les compétitions, des nouvelles infrastructures impactantes pour l'environnement en montagne, qui deviendraient inutiles et obsolètes dès les épreuves terminées.*
>
> *- pour accueillir les visiteurs, des programmes immobiliers de luxe dans les stations, qui s'accompagneront forcément du développement des domaines skiables au détriment des zones de montagne vierges selon le cercle vicieux "nouveaux lits, nouvelles pistes".*
>
> *Ainsi les conséquences des jeux de Grenoble 1968 et Albertville 1992 sont bien visibles dans les massifs.*
>
> *Certes les projets de villes candidates promettent aussi l'amélioration du réseau des transports en commun dans les vallées concernées. Mais celle-ci est de toute façon indispensable dans le contexte actuel : sa réalisation devrait être prioritaire et ne devrait pas être conditionnée à la tenue des jeux dans les Alpes.*
>
> *Pendant la durée des Jeux, des milliers de personnes, athlètes, accompagnateurs, ou spectateurs seront concentrés sur les sites des épreuves. L'impact écologique en termes de déplacements, de consommation de ressources, de productions de déchets etc. ne sera pas supportable pour le milieu naturel montagnard.*
>
> *De plus Mountain Wilderness considère que les Jeux Olympiques font la promotion exclusive d'activités sportives artificielles, élitistes et déconnectées de l'environnement de montagne, à l'opposé de pratiques responsables et respectueuses du milieu défendues par notre association.*
>
> *Enfin, Mountain Wilderness considère que le modèle de développement qui permettrait aux Alpes d'être une « Montagne à Vivre » au XXIe siècle*

Enfin, ce chiffre de 95 % d'équipements construits ne prend pas en compte les travaux de rénovation qu'il faut entreprendre sur une grande partie de sites existants, mais qui ne sont soit plus en état, soit doivent être modifier pour accueillir un évènement de l'ampleur des JOP.

Un bonne exemple est la piste de bobsleigh de la Plagne. Construite pour les JOP d'Albertville, celle-ci fait partie des équipements déjà existants. Or, elle nécessite une remise à niveau pour être opérationnelle pour les JOP de 2030, sachant que sa dernière rénovation en 2007 avait déjà coûté 6 millions d'euros.[7]

CONCLUSION

En France, l'hiver 2022-2023 fut particulièrement catastrophique pour les stations de ski, avec 50 % des pistes qui durent fermées faute de neige lors de la deuxième semaine des vacances de Noël. Face au réchauffement climatique, certains stations ont d'ailleurs déjà acté la fin du ski comme Métabief dans le Jura.

Les scientifiques annoncent déjà qu'à l'horizon 2050, les stations situées en dessous de 1 800 mètres d'altitude devront fermer leurs pistes, faute de neige. Avec le réchauffement climatique, la neige et le ski sont un avenir qui est condamné.

Mais pas pour tout le monde visiblement, puisqu'on ose encore venir nous annoncer que dans 7 ans se tiendront dans les Alpes des JOP d'hiver (sans évoqué le manque de neige possible) et qu'en plus ceux-ci seront économes et populaire.

Il s'agit là pour nous d'un exemple parfait de Chimère Olympique, phénomène qui consiste à croire des informations n'ayant aucune base réelle, sous prétexte qu'elle sont annoncées pour les Jeux Olympiques et Paralympique. En plus de 100 ans d'existence, les Jeux n'ont jamais été ni écologique, ni

7 https://reporterre.net/JO-d-hiver-2030-les-contribuables-vont-cracher-les-promoteurs-se-rejouir

À Pyeongchang en 2018, le budget initial était de 6 milliard, le budget final de 13 milliard.

À Beijing en 2022, le budget initial était de 4 milliard et si le budget final n'est pas encore connu, les estimations tournerait autour de 40 milliard.

Enfin, pour la prochaine édition à Milan-cortina en 2026, le budget initial était prévu à 1, 5 milliard (tiens ce chiffre, ne vous rappelle pas quelque chose ?) et a déjà explosé à plus de 4 milliard.

Les précédentes éditions française ne font pas non plus exception. Pour Albertville 1992, le budget prévisionnel était de 3,176 milliards de francs et finit à 12 milliards de francs, tandis que l'édition de Grenoble 1968 fut elle déficitaire de 80 millions. Albertville mis 20 ans à rembourser la dette laissé par les JOP, tandis qu'il en fallut 27 à Grenoble.

Une dette qui se répercuta sur les finances des habitants puisqu'à Albertville la taxe d'habitation augmenta de 40%, tandis qu'à Grenoble les impôts locaux augmentèrent de 230%.

Enfin, les coûts annoncé par le dossier de candidature mette volontairement de côté certains coûts tels que celui de la sécurité et celui des transports. Ainsi un plan état région 2023-2027 concernant les transports dédié au Jeux d'hiver a déjà été annoncé dans le but de moderniser les axes routiers principaux menant aux sites de compétition. Une modernisation qui a été budgétisé à 1,5 milliards d'euros, doublant déjà le vrai coût nécessaire à la tenue des JOP[5]. Ce plan de transport olympique devrait être mis en place grâce à une loi d'exception permettant son accélération.

DES JEUX ÉCOLOGIQUES

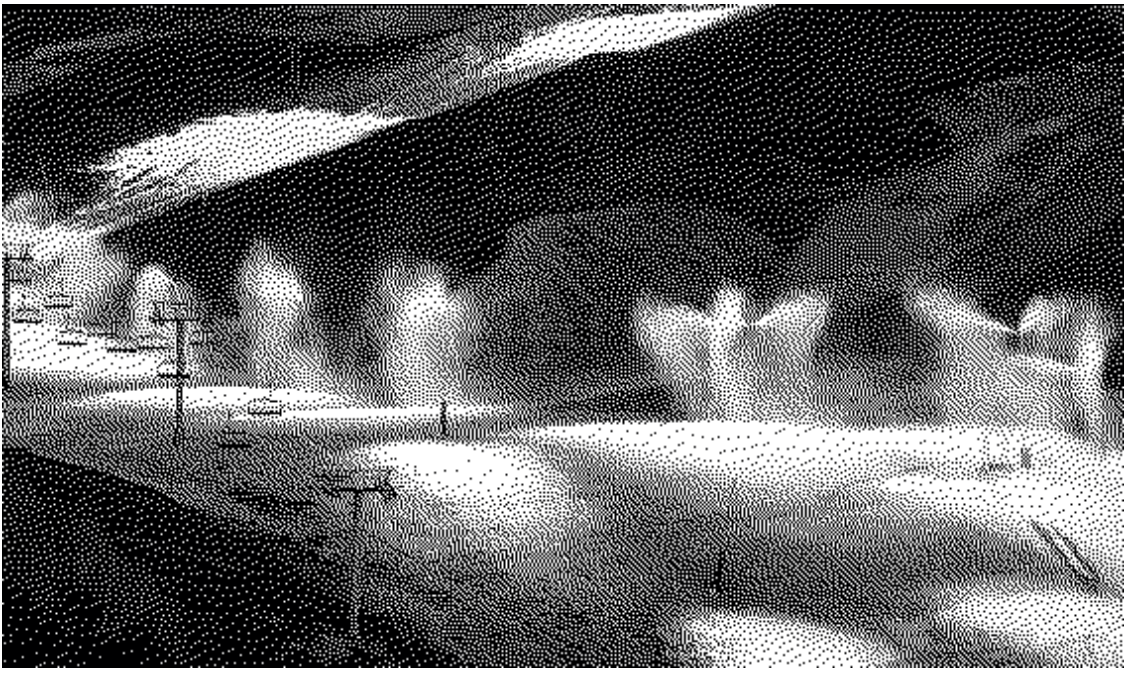
Dernière chimère que l'on nous vend à chaque édition depuis le sommet de la terre à Rio en 1992 (soit il y'a plus de 30 ans tout de même). Chaque édition se vend comme "la plus verte", "la plus écologique", "neutre en

5 https://www.maregionsud.fr/actualites/detail/15-milliard-deur-pour-vos-deplacements-un-accord-historique-pour-la-region-sud

carbone". Sauf qu'encore une fois, la seule manière pour que les JOP n'aient pas d'impact sur la planète c'est en ne les organisant pas.

En effet, de part les avions pris par les spectateurs pour venir voir les compétitions, le plastique utilisé dans les produits dérivés ou dans les gobelets, les espaces verts qui vont être détruit et/ou bétonnée pour construire les sites des compétions, les JOP ne peuvent pas être écologique. Pour creuser ces différents aspects, on vous renvois vers les analyses que nous avons déjà faites sur la candidature de Paris 2024.

Par ailleurs, les JOP d'hiver sont systématiquement les moins écologiques des Jeux du fait des l'utilisation des canons à neige. Une utilisation qui ne cesse d'augmenter du aux effets du réchauffement climatique. Ainsi, à Sotchi 2014, 80% de la neige était produite par des canons à neige, tandis qu'à Pyeongchang 2018 c'était 90% et que Beijing 2022 fut la première édition à utilisée 100% de neige artificiel. Une neige fabriqué par 300 canons à neige, ce qui nécessita 185 millions de litres d'eau et détruisit à 25% la réserve naturelle de Songshan.



Le non sens écologique des canons à neige

Car outre leur coût prohibitif, (le coût moyen d'utilisation d'un canon est estimé à 118 000 € par hectare de piste de ski), les canons à neige sont gourmands en électricité et en eau. Selon l'association de protection de la montagne Mountain Wilderness, l'enneigement artificiel nécessite en moyenne 4 000 m3 d'eau à l'hectare. Une quantité d'eau qui provient principalement des retenues collinaire, tels qu'en Savoie, où il y'a le projet d'une retenue collinaire de 25 000 m³ (soit 8 piscines olympiques), afin d'alimenter 32 canons à neige.

Enfin, monsieur Wauquiez parle de réutiliser les équipements des anciennes éditions d'Albertville et de Grenoble pour limiter l'impact écologique. Ce qui nous rappelle forcément les nombreux éléphants blancs laissé après les JO de Grenoble, tels que le tremplin de saut à ski de Saint-Nizier du Moucherotte. D'un coût de 6 millions de francs, celui-ci fut rapidement laissé à l'abandon après les JO, suite à une trop faible utilisation. Délaissé, le tremplin de 90 mètres et ses 2 ha de site olympique continue aujourd'hui encore de polluer la montagne, sans perspective d'avenir. Ou on peut aussi penser à la piste de bobsleigh de l'Alpe d'Huez, qui malgré sont cout de 5 millions de francs, fut désaffecté juste après les Jeux, car ayant été construite plein sud, la glace n'a jamais pu tenir dessus, obligeant même les épreuves pendant les JO à se dérouler de nuit.

L'un des arguments phare pour nous faire croire à l'écologie de ces Jeux est d'annoncée que 95 % des équipements sont déjà construits. Une chimère de plus que l'on nous à déjà sorti pour les Jeux de Paris avec un résultat connus à présent.[6]

On peut d'autant plus être sceptique sur le faible impact des constructions, quand on sait que les Alpes 2030 se tiendra sur 4 pôles de compétions répartis entre la Savoie, Haute-Savoie, Alpes-Maritimes et Hautes-Alpes. Il est ainsi prévu d'avoir un village olympique et un village des médias sur chacuns de ces pôles.

La ville de Nice qui accueillera normalement la cérémonie de clôture prévoit déjà la construction d'une nouvelles patinoires de 10 000 places.

---

6 Construction d'une piscine d'entrainement à Aubervilliers détruisant des jardins ouvriers, construction de l'Arena 2, de la piscine olympique, construction d'une piscine d'entrainement à Taverny, et destruction de l'aire des vents pour construire le village des médias.